
L'ethnologue face aux usages sociaux de l'ethnologie

Gilles Laferté & Nicolas Renahy

Il nous semble que le débat ainsi ouvert est fructueux pour une sociologie de l'ethnologie attentive à l'histoire intellectuelle et institutionnelle de la discipline, aux positions sociales des chercheurs, aux interactions que ces derniers entretiennent avec les mondes politiques et économiques. Nous souscrivons complètement à l'analyse précisant que la fièvre patrimoniale est bien un des traits saillants de notre époque, résultat non de l'initiative d'une seule institution, mais bien d'une multitude d'actions distinctes, chacune animée par sa logique spécifique mais toutes en interaction.

Cependant, les chercheurs n'arrivent nullement « après les acteurs » du « patrimoine rural », comme les éditeurs tiennent ici à le rappeler, présupposant ainsi une nouvelle fois leur neutralité scientifique. Notre propos consiste à réaffirmer que les scientifiques – ethnologues, sociologues et géographes – sont également des acteurs de la « patrimonialisation des campagnes ». Nous formulons l'hypothèse que le terme de patrimoine et ses multiples significations constituent justement le langage commun créé par la reconfiguration dynamique des mondes scientifiques, politiques et économiques, et la Mission du patrimoine en est l'expression pour l'ethnologie. Cette dernière, longtemps disqualifiée comme science de gouvernement, retrouve une place au cœur de l'action politique. C'est ce que

Michel Rautenberg nomme récemment une « ethnologie d'intervention »¹, dont il précise, comme nous le faisons, qu'il convient aujourd'hui d'en saisir les effets tant sur l'action que sur la discipline.

Un scientifique n'est pas moins ni plus scientifique en participant à l'action politique ou culturelle. Il a par contre tout intérêt à séparer les registres dans son travail scientifique, et ce quelle que soit son activité politique, pour justement ne pas être « emporté » par le mouvement réduisant alors la science à un « témoignage ». Pour que l'ethnologie ne se contente pas d'être une description du monde social, pour qu'elle reprenne l'ambition d'une démarche explicative, nous suggérons une compréhension du terme de patrimoine comme un concept « indigène », permettant d'emblée de comprendre le vocabulaire relevé *in situ* dans son lien à la scène nationale². Nous ne demandons nullement aux sciences sociales de reconnaître partout et toujours les

1. Michel Rautenberg, « Être ethnologue dans un DRAC : éléments de réflexion sur les enjeux d'une ethnologie d'intervention », in Loïc Vanderloge & Philippe Poirrier, eds, *Histoire des politiques du patrimoine*, Paris, La Documentation française, 2003 (à paraître).

2. Florence Weber, « Settings, Interactions and Places. A Plea for Multi-Integrative Ethnography », *Ethnography*, 2001, 2 (4) : 475-499.

mêmes structures, ce goût que la réponse à notre « À propos » nous prête pour dénoncer la domination étatique et bourgeoise. Il se pourrait tout à fait que la fièvre patrimoniale émane dans les années 1970 d'actions locales réussies. Cependant, il est

indéniable qu'elles ont été reprises aujourd'hui dans le cadre d'une politique nationale institutionnalisée. C'est bien cette dernière qui fait le lien entre l'ensemble des monographies présentées dans cet ouvrage. Son analyse reste à faire.

* *Comme il est de règle, cette réponse à la réponse, clôt le débat.* Ndlr.